

Le Canada recevra les étrangers et les prisonniers de guerre allemands internés en Grande-Bretagne

Invitation aux enfants du Royaume-Uni, âgés de 5 à 16 ans, pour les sortir de la zone de guerre

Ottawa, 19 (D. N. C.). — Le premier ministre Mackenzie King a déclaré hier, à la Chambre des Communes, que le Canada a accepté la responsabilité de garder les étrangers et les prisonniers de guerre allemands internés en Grande-Bretagne.

Le gouvernement anglais, dit le premier ministre, a fait cette demande au gouvernement canadien. Il lui avait également demandé de recevoir des enfants anglais, mais, à cause du danger plus grand que ces étrangers et ces prisonniers peuvent constituer pour l'Angleterre, la préférence est accordée d'abord à l'évacuation de ces derniers. Le gouvernement canadien s'efforce de satisfaire les requêtes anglaises dans l'ordre de leur importance.

* * *

Ottawa, 19 (D. N. C.). — On a lancé une invitation aux autorités du Royaume-Uni d'envoyer au Canada les enfants âgés de 5 à 16 ans, pour les sortir de la zone de guerre. C'est ce que M. T.-A. Crerar, ministre des Mines et des Ressources, a déclaré hier après-midi, à la Chambre des communes.

De Londres, il fut répondu que les enfants ne seront pas envoyés au Canada, à moins d'obtenir le consente-

ment de leurs parents ou tuteurs.

Un certain nombre d'élèves du Royaume-Uni sont en route pour le Canada pour y compléter leur éducation, a dit M. Crerar.

* * *

Ottawa, 19 (D. N. C.). — Lorsque M. Mackenzie King déclara que le gouvernement anglais voulait que le Canada héberge les étrangers internés et les prisonniers de guerre, il fut interrompu par un député de l'opposition qui lui cria: "Laissez-les là!"

"Est-ce que mon honorable ami", demanda le premier ministre, "refuse de coopérer avec le gouvernement britannique?"

M. Karl Hornuth (député conservateur de Waterloo-Sud) s'écria: "Je veux certainement coopérer avec la Grande-Bretagne et je souhaiterais qu'on eût coopéré avec elle depuis huit mois."

M. Mackenzie King nota que l'on constaterait bientôt que le Canada a coopéré avec l'Angleterre dans la mesure du possible. Il conclut en disant qu'il était coutumier pour l'opposition de lancer des interpellations équivoques afin de laisser planer des doutes sur la véracité ou les bonnes intentions du gouvernement.